

Unité départementale du Loiret
3, rue du carbone
CEDEX 2
45000 ORLÉANS

ORLÉANS, le 23/06/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 22/05/2023

Contexte et constats

Publié sur 

CHRYSO SAS

7 rue de l'Europe

ZI

45300 Sermaises

Références : VAT20230365 – n° 343 / 2023

Code AIOT : 0010000973

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 22/05/2023 dans l'établissement CHRYSO SAS implanté 7 rue de l'Europe ZI 45300 Sermaises. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Exercice PPI

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- CHRYSO SAS
- 7 rue de l'Europe ZI 45300 Sermaises
- Code AIOT : 0010000973
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil bas
- IED : Non

Fabrication d'adjuvants pour des matériaux de construction (bétons, ciments et plâtres)

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Déclenchement du scénario "Incendie généralisé sur bâtiment n°5" dans le cadre de l'exercice PPI

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

- **Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
4	Etat des stocks	Arrêté Préfectoral du 25/11/2022, article 8.2.1	/	Sans objet
6	Engagement de manœuvres internes	Arrêté Préfectoral du 04/10/2019, article 8.8.6.2.	/	Sans objet
7	Diponibilité de la ressource en émulseurs	Arrêté Préfectoral du 25/11/2022, article 8.8.4.1	/	Sans objet
9	Confinement des eaux incendie	Arrêté Préfectoral du 25/11/2022, article 8.5.2.	/	Sans objet
10	Prélèvements environnementaux	Arrêté Préfectoral du 25/11/2022, article 8.8.6.2.	/	Sans objet
11	Système d'alerte interne	Arrêté Préfectoral du 25/11/2022, article 8.6.1.	/	Sans objet

- **Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Levée de doute	Arrêté Préfectoral du 25/11/2022, article 8.8.6.1.	/	Sans objet
2	Plan d'Opération Interne	Arrêté Préfectoral du 04/10/2019, article 8.8.6.2.	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
3	Mise en œuvre du POI	Arrêté Préfectoral du 04/10/2019, article 8.8.6.2.	/	Sans objet
5	Fermeture des accès	Arrêté Préfectoral du 04/10/2019, article 8.8.6.2.	/	Sans objet
8	Alerte par sirène PPI	Arrêté Préfectoral du 25/11/2022, article 8.8.71.	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection figurent dans les tableaux ci-dessous.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Levée de doute

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/11/2022, article 8.8.6.1.
Thème(s) : Risques accidentels, Levée de doute
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : [...]. Un réseau d'alerte interne à l'établissement collecte sans délai les alertes émises par le personnel à partir des postes fixes et mobiles, les alarmes de danger significatives, [...], ainsi que toute information nécessaire à la compréhension et à la gestion de l'alerte. Il déclenche les alarmes appropriées (sonores, visuelles et autres moyens de communication) pour alerter sans délai les personnes présentes dans l'établissement sur la nature et l'extension des dangers encourus.
Constats : Pas d'écart constaté
Observations : Au cours de l'inspection et dans le cadre de l'exercice PPI effectué en heures ouvrées, le déclenchement d'un détecteur manuel dans la zone 016 E027 du bâtiment B5 a entraîné une alarme reportée à la centrale incendie (14h27). Appel de la société de télésurveillance à 14h28 3 ESI se rendent rapidement dans la zone pour la levée de doute avec un détecteur de gaz, un téléphone, un sac Indication sur un tableau de la répartition des ESI au niveau de la centrale incendie La levée de doute est suivie immédiatement du message d'évacuation. Point d'amélioration: - Les ESI pourraient utilement se poser la question des potentiels dangers dans la zone identifiée avant de se rendre sur le lieu de l'accident.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Plan d'Opération Interne

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/10/2019, article 8.8.6.2.
Thème(s) : Risques accidentels, Plan d'Opération Interne
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : En cas d'accident, l'exploitant assure la direction du P.O.I. jusqu'au déclenchement éventuel d'un plan particulier d'intervention (P.P.I.) par l'autorité préfectorale. Il met en œuvre les moyens en personnels et matériels susceptibles de permettre le déclenchement sans retard du P.O.I. Il prend en outre, à l'extérieur de l'usine, les mesures urgentes de protection des populations et de l'environnement prévues au P.O.I. et au P.P.I.. En cas d'accident, l'exploitant assure à l'intérieur des installations la direction des secours jusqu'au déclenchement éventuel du Plan Particulier d'Intervention par l'autorité préfectorale. Il prend en outre à l'extérieur de son établissement les mesures urgentes de protection des populations et de l'environnement prévues au P.O.I. et au P.P.I. en application de l'article 1er du décret n° 2005-1158 du 13 septembre 2005 et de l'article R. 512-29 du code de l'environnement). Le P.O.I. définit les mesures d'organisation, notamment la mise en place d'un poste de commandement et les moyens afférents, les méthodes d'intervention et les moyens nécessaires à mettre en œuvre en cas d'accident en vue de protéger le personnel, les populations et l'environnement. Il est homogène avec la nature et les enveloppes des différents phénomènes dangereux envisagés dans l'étude de dangers ; il doit de plus planifier l'arrivée de tout renfort extérieur nécessaire. Un exemplaire du P.O.I. doit être disponible en permanence sur l'emplacement prévu pour y installer le poste de commandement.
Constats : Pas d'écart constaté
Observations : 14h40 : le directeur de site explique la situation (incendie généralisé au niveau du bâtiment 5) au personnel au point de rassemblement et réalise l'appel 14h41 : le directeur de site appelle la cellule de crise via un groupe Whatsapp sur le constat d'un incendie généralisé du bâtiment 5. Le POI n'est pas clairement déclenché. → Point de vigilance : Il s'agit du poste de commandement dans le cadre du POI au lieu de la cellule de crise. Le DOI est en capacité d'armer en personnes et en matériels le PC exploitant POI en 4 minutes. Localisation du PC POI : la cantine Moyens humains et matériels présents au PC exploitant : 14 personnes assurant les rôles de Directeur des opérations Internes, Directeur adjoint, Historien, Cellule communication, Cellule Logistique et les spécialistes Les membres du PC POI sont venus avec leur ordinateur et téléphone portable. Présence d'un exemplaire du POI avec les fiches réflexes dans une commode de la cantine. Plan A0 à disposition, néanmoins ce plan a été sorti de l'armoire que dans la seconde partie de l'exercice à la demande de l'inspection. Absence d'imprimante et de plan de masse au format A3 pour les différents membres du poste de commandement.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Mise en œuvre du POI

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/10/2019, article 8.8.6.2.
Thème(s) : Risques accidentels, Mise en œuvre du POI
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : [...]. En cas d'accident, l'exploitant assure la direction du P.O.I. jusqu'au déclenchement éventuel d'un plan particulier d'intervention (P.P.I.) par l'autorité préfectorale. Il met en œuvre les moyens en personnels et matériels susceptibles de permettre le déclenchement sans retard du P.O.I. Il prend en outre, à l'extérieur de l'usine, les mesures urgentes de protection des populations et de l'environnement prévues au P.O.I. et au P.P.I.. En cas d'accident, l'exploitant assure à l'intérieur des installations la direction des secours jusqu'au déclenchement éventuel du Plan Particulier d'Intervention par l'autorité préfectorale. Il prend en outre à l'extérieur de son établissement les mesures urgentes de protection des populations et de l'environnement prévues au P.O.I et au P.P.I en application de l'article 1er du décret n° 2005-1158 du 13 septembre 2005 et de l'article R. 512-29 du code de l'environnement). Le P.O.I. définit les mesures d'organisation, notamment la mise en place d'un poste de commandement et les moyens afférents, les méthodes d'intervention et les moyens nécessaires à mettre en œuvre en cas d'accident en vue de protéger le personnel, les populations et l'environnement. [...].
Constats : Pas d'écart constaté
Observations : Répartition des rôles au sein du poste de commandement (PC) exploitant par le DOI. La composition du PC exploitant est indiquée sur les tableaux. Les fiches réflexes associées à chaque rôle sont disponibles. Chaque membre récupère le gilet POI avec identification du rôle : DOI, DOI adjoint, communication, évacuation, historienne, Mise en œuvre des actions réflexes du DOI avec points réguliers effectués par le DOI ou le DOI adjoint. Les tableaux sont remplis au fur et à mesure avec le bilan de l'accident simulé et le bilan humain. Un chronogramme est rempli au fur et à mesure sur le paperboard avec les actions mises en œuvre dans le cadre du POI et des actions à mettre en oeuvre. La liste des personnes évacuées est établie relativement tard après le déclenchement du POI.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Etat des stocks

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/11/2022, article 8.2.1
Thème(s) : Risques accidentels, Etat des stocks
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées. L'inventaire et l'état des stocks décrit précédemment seront tenus à jour dans un registre, auquel est annexé un plan général des stockages. Ce registre est tenu à la disposition des services d'incendie et de secours.</p> <p>Cet état des matières stockées permet de répondre aux deux objectifs suivants : servir aux besoins de la gestion d'un événement accidentel ; en particulier, cet état permet de connaître la nature et les quantités approximatives des substances, produits, matières ou déchets, présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage.</p> <p>Pour les matières dangereuses, figure, a minima, les différentes familles de mention de dangers des substances, produits, matières ou déchets, lorsque ces mentions peuvent conduire à un classement au titre d'une des rubriques 4XXX de la nomenclature des installations classées.</p> <p>Pour les produits, matières ou déchets autres que les matières dangereuses, figure, a minima, les grandes familles de produits, matières ou déchets, selon une typologie pertinente par rapport aux principaux risques présentés en cas d'incendie. Les stockages présentant des risques particuliers pour la gestion d'un incendie et de ses conséquences, tels que les stockages de piles ou batteries, figurent spécifiquement.</p> <p>Cet état est tenu à disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires, dans des lieux et par des moyens convenus avec eux à l'avance ; répondre aux besoins d'information de la population ; un état sous format synthétique permet de fournir une information vulgarisée sur les substances, produits, matières ou déchets présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage. Ce format est tenu à disposition du préfet à cette fin.</p>
Constats : C1_Ecart de 140 kg entre l'état des stocks extrait le 22 mai 2023 et la quantité d'un produit stocké sur site.
Observations : Les éléments consignés par l'inspection dans le cadre de ce thème relèvent des "informations sensibles". Ils sont détaillés dans la partie confidentielle du présent rapport.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Fermeture des accès

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/10/2019, article 8.8.6.2.
Thème(s) : Risques accidentels, Fermeture des accès
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : [...]. En cas d'accident, l'exploitant assure la direction du P.O.I. jusqu'au déclenchement éventuel d'un plan particulier d'intervention (P.P.I.) par l'autorité préfectorale. Il met en œuvre les moyens en personnels et matériels susceptibles de permettre le déclenchement sans retard du P.O.I. Il prend en outre, à l'extérieur de l'usine, les mesures urgentes de protection des populations et de l'environnement prévues au P.O.I. et au P.P.I.. En cas d'accident, l'exploitant assure à l'intérieur des installations la direction des secours jusqu'au déclenchement éventuel du Plan Particulier d'Intervention par l'autorité préfectorale. Il prend en outre à l'extérieur de son établissement les mesures urgentes de protection des populations et de l'environnement prévues au P.O.I et au P.P.I en application de l'article 1er du décret n° 2005-1158 du 13 septembre 2005 et de l'article R. 512-29 du code de l'environnement). Le P.O.I. définit les mesures d'organisation, notamment la mise en place d'un poste de commandement et les moyens afférents, les méthodes d'intervention et les moyens nécessaires à mettre en œuvre en cas d'accident en vue de protéger le personnel, les populations et l'environnement. [...]
Constats : Pas d'écart constaté.
Observations : Interview de l'adjointe DOI et d'une personne de la cellule logistique au sujet de la fermeture des accès: - la responsable logistique était située au niveau du portail pour la fermeture et l'ouverture sur demande des pompiers, - le portail situé au niveau de l'allée 1 n'était pas refermé dans un premier temps mais était sous surveillance puis a été refermé.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Engagement de manœuvres internes

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/10/2019, article 8.8.6.2.
Thème(s) : Risques accidentels, Engagement de manœuvres internes
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : [...]. En cas d'accident, l'exploitant assure la direction du P.O.I. jusqu'au déclenchement éventuel d'un plan particulier d'intervention (P.P.I.) par l'autorité préfectorale. Il met en œuvre les moyens en personnels et matériels susceptibles de permettre le déclenchement sans retard du P.O.I. Il prend en outre, à l'extérieur de l'usine, les mesures urgentes de protection des populations et de l'environnement prévues au P.O.I. et au P.P.I.. En cas d'accident, l'exploitant assure à l'intérieur des installations la direction des secours jusqu'au déclenchement éventuel du Plan Particulier d'Intervention par l'autorité préfectorale. Il prend en outre à l'extérieur de son établissement les mesures urgentes de protection des populations et de l'environnement prévues au P.O.I et au P.P.I en application de l'article 1er du décret n° 2005-1158 du 13 septembre 2005 et de l'article R. 512-29 du code de l'environnement). Le P.O.I. définit les mesures d'organisation, notamment la mise en place d'un poste de commandement et les moyens afférents, les méthodes d'intervention et les moyens nécessaires à mettre en œuvre en cas d'accident en vue de protéger le personnel, les populations et l'environnement. [...].
Constats : C2_ L'exploitant ne s'assure pas que les moyens mis en œuvre sont efficaces et couvrent les différentes zones potentiellement exposées à des effets dominos.
Observations : Points réguliers sur les manquants (émulseurs, eau...). A titre d'exemple: - 15h11 : RIA en fonctionnement dans le bâtiment 6 (Propagation du feu au bâtiment 6 vers 15h04) 2 lances pompiers sous Mezzanine du bâtiment 6 2 RIA en fonctionnement au niveau de la cuvette G Déluge au niveau de la cuvette H1 et du bâtiment Polymères - 15h32 : l'émulseur AFFF est épuisé, il reste 180 m ³ dans la réserve d'eau du sprinklage et une capacité de confinement de 340 m ³ dans le bassin ouest. -15h41 : le sprinklage est à sec. - 16h21 : remplissage manuel de la cuve de sprinklage Des points sont effectués avec le COS. L'inspection constate que l'exploitant ne s'assure pas que les moyens mis en œuvre sont efficaces.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : Diponibilité de la ressource en émulseurs

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/11/2022, article 8.8.4.1
Thème(s) : Risques accidentels, Diponibilité de la ressource en émulseurs
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les systèmes d'extinction automatique d'incendie sont conçus, installés et entretenus régulièrement conformément aux référentiels en vigueur. L'efficacité de cette installation est qualifiée et vérifiée par des organismes reconnus compétents dans le domaine de l'extinction automatique ; la qualification précise que l'installation est adaptée aux produits stockés et à leurs conditions de stockage. Le dispositif d'extinction automatique existant est composé de : [...] une réserve d'émulseur de 3785 litres ; [...]
Constats : C3_ L'exploitant n'est pas en mesure d'indiquer la quantité d'émulseur disponible pour le système d'extinction automatique.
Observations : L'exploitant dispose d'une réserve d'émulseurs pour le système d'extinction automatique. Le volume d'émulseurs n'est pas indiqué sur la réserve et l'exploitant n'est pas en mesure de justifier le niveau d'émulseurs disponible dans la cuve. L'exploitant mentionne que : <ul style="list-style-type: none">- la technologie USD ne permet pas de relever le niveau d'émulseur,- il faut vider la poche de gaz pour connaître le niveau. Un complément en mousse est effectué lors de l'utilisation d'émulseurs.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 8 : Alerte par sirène PPI

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/11/2022, article 8.8.71.
Thème(s) : Risques accidentels, Alerte par sirène PPI
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant met en place une ou plusieurs sirènes fixes et les équipements permettant de les déclencher. Ces sirènes sont destinées à alerter le voisinage en cas de danger, dans la zone d'application du plan particulier d'intervention. Le déclenchement de ces sirènes est commandé depuis l'installation industrielle, par l'exploitant à partir d'un endroit bien protégé de l'établissement. Elles sont secourues par un circuit indépendant et doivent pouvoir continuer à fonctionner même en cas de coupure de l'alimentation électrique principale. [...]
Constats : Pas d'écart constaté
Observations : La sirène peut être déclenchée depuis la centrale incendie, depuis l'accueil et par téléphone au moyen d'un code (vu procédure déclenchement sirène PPI par téléphone) 14h56 : le DOI décide de déclencher le PPI La sirène est secourue par onduleur et par batteries dans un local électrique accessible au moyen d'une clé dans un coffret sous code au service maintenance. Seules les personnes du service maintenance ont connaissance du code. L'exploitant mentionne qu'il y a toujours une personne du service maintenance disponible. L'exploitant pourrait utilement laisser l'accès au local électrique dégagé. Des fûts sont présents sur le chemin d'accès au local électrique lors de la visite. L'exploitant n'a pas réussi à couper l'alarme avant 15h28.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 9 : Confinement des eaux incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/11/2022, article 8.5.2.
Thème(s) : Risques accidentels, Confinement des eaux incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...] Les réseaux d'assainissement susceptibles de recueillir l'ensemble des eaux polluées lors d'un accident ou d'un incendie (y compris les eaux d'extinction et de refroidissement) sont raccordés à un dispositif de confinement étanche aux produits collectés et d'une capacité minimum de 2 060 m³. Ils se composent d'un bassin de 500 m³, pour les eaux d'extinction situées à l'Est de la zone Export, et 1 000 m³, pour les autres zones, avant rejet vers le milieu naturel. Ils sont maintenus en temps normal au niveau permettant une pleine capacité d'utilisation.[...]</p> <p>[...] Dans l'attente, l'exploitant doit prendre les dispositions d'urgence pour assurer un pompage des eaux d'extinction par une entreprise spécialisée avant la saturation des capacités disponibles, opération compatible avec le délai prévisible de remplissage en cas d'incendie, eu égard à la configuration du site. Ces dispositions sont formalisées dans le plan d'opération interne dans sa mise à jour prévue par l'article 8,8,6,2. [...]</p>
<p>Constats : C4_Le bassin de confinement Ouest ne dispose pas de sa pleine capacité (250 m³ d'effluents présents dans le bassin) lors de l'exercice. L'exploitant doit clarifier le débit d'extinction requis au regard des scénarios d'accident (scénarios d'incendie des bâtiments 5 et 6).</p>
<p>Observations :</p> <p>15h20: Sur demande de l'exploitant, l'entreprise SECHE répond à 15h35 qu'elle peut pomper un volume de 20 m3 dans un délai de 2h30 dont 1 heure de trajet.</p> <p>Débordement du bassin Ouest vers 16h25.</p> <p>16h45 : Transfert du volume du bassin Ouest vers le bassin de la zone industrielle.</p> <p>16h50: Diminution du débit du SDIS à 60 m3/h et possibilité de rétention dans les quais de chargement pendant 3h30.</p> <p>L'exploitant doit clarifier le débit d'extinction requis au regard des scénarios d'accident (scénarios d'incendie des bâtiments 5 et 6).</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 10 : Prélèvements environnementaux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/11/2022, article 8.8.6.2.
Thème(s) : Risques accidentels, Prélèvements environnementaux
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Sous 2 mois avant la mise en service du CAPPABEAUCE, l'exploitant produit un Addendum au P.O.I. : [...] les substances recherchées dans les différents milieux et les raisons pour lesquelles ces substances et ces milieux ont été choisis ; [...]
Constats : C5 _L'exploitant n'a pas identifié les substances susceptibles de se retrouver dans les fumées associées à l'incendie du bâtiment 5 lors de l'exercice POI.
Observations : L'exploitant n'a pas déterminé les substances susceptibles de se retrouver dans les fumées associées à l'incendie du bâtiment 5. L'exploitant pourrait utilement s'appuyer sur l'EDD et sur le POI.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 11 : Système d'alerte interne

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/11/2022, article 8.6.1.
Thème(s) : Risques accidentels, Système d'alerte interne
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Des appareils de détection adaptés, complétés de dispositifs, visibles de jour comme de nuit, indiquant la direction du vent, sont mis en place à proximité de l'installation classée autorisée susceptible d'émettre à l'atmosphère des substances dangereuses en cas de dysfonctionnement. L'établissement est muni d'une station météorologique permettant de mesurer la vitesse et la direction du vent, ainsi que la température. Ces mesures sont reportées en salle de contrôle. Les capteurs de mesure des données météorologiques sont secourus. Les capteurs météorologiques peuvent être communs à plusieurs installations.
Constats : C6 _La manche au milieu du site ne permet pas d'indiquer la direction du vent.
Observations : La manche située au milieu du site est trouée. L'exploitant a relevé la direction du vent et la vitesse au niveau de l'accueil: vent nord et 14 km/h.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet